

Pour une organisation syndicale et populaire, de classe et de masse

Les classes sociales existent et leurs intérêts s'opposent

Une classe est un groupe social défini par sa position dans les rapports de production ou de hiérarchie, donc avant tout par des intérêts antagonistes à ceux d'une autre classe. La lutte des classes s'appuie sur un rapport social inégal, chaque classe défendant ses intérêts contre ceux d'une classe opposée. Une classe regroupe donc des individus qui occupent des positions similaires dans les rapports sociaux, et qui de ce fait partagent des intérêts communs. Les rapports sociaux, multiples au sein d'une société, peuvent opposer différentes classes autour de divers antagonismes, et concourir à différentes hiérarchisations sociales. Depuis le triomphe du capitalisme au XIX^e siècle¹, un antagonisme structure profondément deux classes sociales dans notre société : celle des capitalistes et celle des travailleurs et travailleuses. Bourgeoisie et prolétariat, pour reprendre les termes, sans doute plus juste mais qui peuvent paraître trop datés ; encore que la reconquête d'un vocabulaire que la classe dominante s'efforce d'aseptiser, soit une tâche politique à ne pas abandonner.

Quelle est la ligne de partage ? C'est la propriété et la gestion des moyens de production. Les capitalistes, la bourgeoisie, possèdent le capital financier et matériel et donc des moyens d'exploiter les travailleuses et les travailleurs, en utilisant leur force de travail. Cette classe sociale, notamment via l'Etat qui est son instrument et son régulateur, fixe les grands choix de société (production, chômage, aménagement du territoire, services collectifs, guerres, etc.). Les salarié·es, le prolétariat, sont les personnes qui vivent de leur force de travail, manuel ou intellectuel. Aux confins de ces deux classes, se situent celles et ceux qui possèdent leurs propres moyens de subsistance, comme les « petit.es commerçant.es », les professions libérales, les artisan·es.

La lutte des classes demeure. La bourgeoisie s'y attèle fort activement. La question n'est donc pas de la mener ou non ; on pourrait presque dire qu'elle nous est imposée. Notre problème est donc de nous organiser pour que notre classe sociale reprenne le dessus. Précisons que dans cette optique, le syndicalisme s'adresse à toutes celles et tous ceux qui forme ce prolétariat d'aujourd'hui (qui ne se limite pas aux ouvriers en usines, et existe bel et bien) : salarié·es en activité, mais aussi en retraite, au chômage, en formation, etc., quel que soit leur statut : CDI, CDD, intérim, fonctionnaires, « clandestin », « informel » ... Et aussi « auto-entrepreneurs », en vérité exploité·es par des sociétés.

La lutte des classes ne doit pas nier les luttes contre toutes les oppressions

Si le caractère de classe doit être réaffirmé, et tout ce qui favorise le sentiment d'appartenance au prolétariat encouragé, nous ne devons pas oublier que notre classe n'est pas uniforme. Divers systèmes de domination la traversent : patriarcat, racismes, LGBTIphobie, etc. Le capitalisme joue de ces divisions, mais son abolition ne suffira pas à les faire disparaître. Ce sont bien des terrains d'action spécifiques ; ils peuvent s'entrecroiser. Quoi de plus légitime que la volonté de celles et ceux agressé·es par ces oppressions de vouloir s'organiser de manière autonome ?

¹ Si ce système s'est construit à travers plusieurs siècles, son avènement est, à l'échelle de l'humanité, récent ; ce qui rappelle que ce n'est pas un phénomène naturel inéluctable...

Organiser notre classe sociale

Le syndicalisme est politique. Il rassemble celles et ceux qui décident de s'organiser ensemble sur la seule base de l'appartenance à la même classe sociale. Ensemble, ils et elles agissent alors pour défendre leurs revendications immédiates et travailler à une transformation radicale de la société. Les unes dépendent de l'autre et participent de la préfiguration de ce que doit devenir la société.

Depuis des années, un grand nombre d'associations jouent un rôle considérable dans le mouvement social. Quasiment toutes se sont construites parce que le syndicalisme a abandonné des champs de lutte ou les a ignorés et, de fait, elles font « du syndicalisme » tel que défini ici : associations de chômeurs et chômeuses, pour le droit au logement, de défense des sans-papiers, coordination de travailleurs et travailleuses précaires, etc. D'autres interviennent sur des sujets qui sont pleinement dans le champ syndical : elles sont féministes, antiracistes, écologistes, antifascistes, antisexistes, etc. Se pose aussi la question du lien avec les travailleurs et travailleuses de la terre, la mouvance que représente partiellement les organisations membres de Via Campesina . Il y a aussi les mouvements anticolonialistes, revendiquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, antimilitaristes, pacifistes, etc. Tout cela concerne les intérêts et l'avenir de notre classe sociale et c'est de ce point de vue qu'il faut les traiter. L'autonomie des mouvements, telle que nous la concevons, est aux antipodes de l'apolitisme : il s'agit d'inscrire le politique dans les luttes sociales et sociétales.

Cela amène à poser la question d'une redéfinition des contours de l'organisation syndicale. La notion de « centrale syndicale et populaire » n'est pas sans attrait. Par exemple et sans entrer dans une discussion sur les orientations politiques de celle-ci, au Brésil, la *Central Sindical y Popular Conlutas* a regroupé en sein, à la fois des structures syndicales professionnelles au sens traditionnel du terme et ce que nous appelons « mouvements sociaux » : *Movimento Mulheres em Luta* (Femmes en lutte), *Movimento Terra, Trabalho e Liberdade* (Terre, travail et liberté), *Movimento Urbano dos Sem-Teto* (Mouvement urbain des Sans-Toit), *Movimento Quilombo Raça e Classe* (Quilombo, race et classe), etc. Nous pourrions aussi citer la *Confederación de Trabajadores Solidaridad Ecuatoriana*, qui entend rassembler dans une confédération d'un nouveau type les organisations syndicales, populaires et communautaires de la campagne et de la ville, affirmant des principes classistes, interculturels, antipatriarcaux, internationalistes, multinationaux. Le slogan de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE en Kanaky – Nouvelle-Calédonie) illustre aussi cette démarche : « Tribus, usines, même combat ! » La même problématique se pose vis-à-vis des coopératives de travailleuses et travailleurs par exemple. Le syndicalisme doit soutenir les expériences autogestionnaires, bien entendu ; mais celles-ci devraient être partie intégrante du syndicalisme qui prône une transformation radicale, une rupture avec le capitalisme, l'autogestion !

Il ne s'agit pas de décret : une « centrale syndicale et populaire autogestionnaire » aux fondements non partagés, une nouvelle organisation conçue comme une fin en soi, ça ne marchera pas. Mais s'orienter résolument sur la voie d'un dépassement de ce type, s'en donner les moyens, prendre le temps nécessaire à le construire, il y a là un projet qui vaut la peine d'être réfléchi... et pourquoi pas tenté ? Une organisation « syndicale et populaire autogestionnaire » qui rassemble tous ces secteurs sur une base de classe et sans les caporaliser, doit être possible. Il n'est évidemment pas question de fixer le cadre préalablement. Mais il apparaît urgent de s'orienter

concrètement vers un projet de ce type : parce qu'il semble répondre efficacement aux besoins de la lutte des classes et parce que c'est un moyen de recréer de l'envie, de l'engouement, de l'utopie.

Si nous mettons en avant les mouvements sociaux, c'est parce que ce sont eux qui organisent les luttes, l'action directe des travailleurs et des travailleuses. Parmi ces mouvements, le syndicalisme a une particularité essentielle : comme dit précédemment, il rassemble sur la seule base de l'appartenance à la même classe sociale. C'est fondamental. Un syndicalisme de lutte bien sûr, mais aussi un syndicalisme qui ose des ruptures avec l'existant pour mieux avancer.

Limiter l'action syndicale au « salariat » au sens le plus strict du terme, c'est se couper d'une part importante de notre classe sociale. Précaire, chômeur, indépendant, auto-entrepreneur, etc., les « statuts » se multiplient. Sans parler du travail dit informel. A terme, il sera certainement plus facile de mettre en place des solidarités par les territoires que des solidarités par les métiers. Ceci signifie qu'il nous faut plus faire vivre le syndicalisme dans les territoires, les regroupements interprofessionnels. Nous nous organisons syndicalement pour défendre les intérêts de notre classe sociale – qui ne sont pas ceux de la bourgeoisie qui, par exemple, défend le droit de propriété des biens de production et d'échanges, donc l'exploitation de la majorité par une minorité. Mais c'est à nous de définir notre champ d'activité, pas à celles et ceux qui veulent nous diriger. Féminisme, écologie, antiracisme, anticolonialisme, droit au logement, à la santé, au transport, à l'éducation, et bien d'autres choses encore, comme la bataille pour que celles et ceux qui produisent soient celles et ceux qui décident, tout cela, c'est du syndicalisme ! Ne nous le laissons pas confisquer.

Christian Mahieux

[Union syndicale Solidaires \(France\), Revue *Les utopiques* \(France\)](#)

[Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

[Association Autogestion \(France\)](#)